



**ARRETE PREFCTORAL N°2021-288**

Portant fermeture de l'école maternelle Jouglé située  
12 Avenue Joseph Jouglé, 94340 Joinville-le-Pont

**Le Préfet du Val-de-Marne  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu** le code de la santé publique, notamment ses articles L3131-17 et L 3136-1 ;  
**Vu** le code général des collectivités territoriales notamment les articles L.2212-2 et L.2215-1 ;  
**Vu** le code de l'éducation ;  
**Vu** la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire ;  
**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 72 ;  
**Vu** le décret du 10 juillet 2019 portant nomination de M. Raymond LE DEUN en qualité de préfet du Val-de-Marne ;  
**Vu** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de COVID-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé ;  
**Vu** l'arrêté n°2021-195 du 27 janvier 2021 portant délégation de signature à Monsieur Sébastien Bécoulet, sous-préfet, directeur de cabinet du Préfet du Val-de-Marne ;  
**Vu** l'avis de l'agence régionale de santé Île-de-France du 04 février 2021 ;  
**Vu** l'avis de la directrice académique des services de l'éducation nationale du Val-de-Marne du 04 février 2021 ;  
**Considérant** que l'Organisation mondiale de la santé a déclaré, le 30 janvier 2020, que l'émergence d'un nouveau coronavirus (Covid-19) constitue une urgence de santé publique de portée internationale ;  
**Considérant** le caractère pathogène et contagieux du virus SARS-Cov-2 ;  
**Considérant** que la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire, prévoit à son article 2, que le Premier ministre peut habiliter les préfets à prendre toutes mesures générales ou individuelles d'application de cette réglementation ;  
**Considérant** que l'intérêt de la santé publique justifie de prendre des mesures proportionnées aux risques encourus et appropriées aux circonstances afin de prévenir et limiter les conséquences et les menaces possibles sur la santé de la population ;

.../...

**Considérant** qu'il appartient au préfet du Val-de-Marne de prévenir les risques de propagation des infections par des mesures adaptées, nécessaires et proportionnées dans le département;

**Considérant** que 5 personnels de l'école maternelle Jougla à Joinville-le-Pont ont été dépistés positifs à la maladie de COVID-19 depuis le 28 janvier 2021 ;

**Considérant** qu'il existe un risque de contagion important en l'absence d'un respect strict du protocole sanitaire;

**Vu** l'urgence ;

## ARRETE

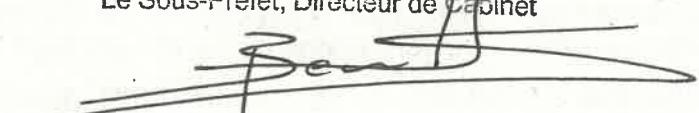
**Article 1er** – L'école maternelle Jougla située 12 Avenue Joseph Jougla, 94340 Joinville-le-Pont est fermée **jusqu'à nouvel ordre**.

**Article 2** – Les dispositions du présent arrêté font l'objet d'une évaluation régulière.

**Article 3** : Le sous-préfet, directeur de cabinet, le directeur général de l'agence régionale de santé d'Île-de-France et la directrice académique des services de l'Education Nationale du Val-de-Marne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Val-de-Marne et dont une copie sera adressée au procureur de la République près le tribunal judiciaire de Créteil.

Fait à Créteil, le **04 FEV. 2021**

Pour le Préfet et par délégation  
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet

  
**Sébastien BECOULET**

### Voies et délais de recours

La présente décision est susceptible de faire, dans le délai de deux mois suivant la publication, l'objet des voies de recours suivantes :

- **recours gracieux** formulé auprès du Préfet du Val-de-Marne
- **recours hiérarchique** auprès du Ministre de l'intérieur- place Beauvau- 75800 PARIS

Ces recours sont dépourvus de caractère suspensif. En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- **recours contentieux** devant le tribunal administratif de Melun – 43, rue du Général e Gaulle- 77008 MELUN Cédex, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de cette décision.